

# Rapport d'activité 2018 des services de l'État en Loir-et-Cher



PRÉFET DE  
LOIR-ET-CHER



# SOMMAIRE

- 1. Un État garant de la sécurité et des droits fondamentaux**
- 2. Un État en soutien des territoires**
- 3. Un État facilitateur et partenaire**

Directeur de la publication : Yves Rousset, préfet de Loir-et-Cher

Rédaction : Caroline Brunot, Pauline Gruson, Thalia Breton

Conception : Préfecture de Loir-et-Cher, service départemental de la communication interministérielle

Crédits photographiques : préfecture de Loir-et-Cher, Pixels, Unsplash

Illustrations : The noun project

Impression : Imprimerie Rollin – juin 2019

« *Les agents de l'État et moi-même sommes déterminés à servir sans relâche au service de nos concitoyens de Loir-et-Cher* »



Yves Rousset, préfet

Nos concitoyens expriment à l'égard de l'État des attentes multiples : garantir leur sécurité, développer l'accès aux services publics, accompagner des projets structurants dans les territoires. Ces missions, qui conjuguent présence sur le terrain et dialogue avec les acteurs, sont celles que l'État a menées dans le Loir-et-Cher en 2018. Chaque partenaire a pu le constater.

D'abord, grâce au travail de terrain des forces de l'ordre, la lutte contre la délinquance a porté ses fruits et la sécurité routière a connu une amélioration sensible. Ensuite, l'État a massivement investi pour l'attractivité du département et la proximité des services publics. Enfin, l'État s'est fait facilitateur, assembleur et partenaire, pour accompagner des projets territoriaux structurants et appuyer les collectivités territoriales, sur un plan financier notamment.

Sécurité, soutien aux territoires, partenariats : voici le triptyque sur lequel l'État a fondé son action en 2018. Malgré les progrès accomplis, les besoins restent importants. C'est pourquoi les services de l'État abordent l'année 2019 avec la même volonté, celle d'agir au service de nos concitoyens, de soutenir et de conseiller les collectivités et d'obtenir des résultats concrets et tangibles au bénéfice de toutes et tous. Afin d'atteindre ces objectifs, l'ensemble des agents de l'État et moi-même sommes déterminés à servir sans relâche au service de nos concitoyens de Loir-et-Cher.

# Un État garant de la sécurité et des droits fondamentaux



La sécurité et l'ordre public constituent une mission essentielle des services de l'État. À ce titre, sous l'autorité du préfet, ils assurent le maintien de l'ordre public, luttent contre la délinquance et veillent à la sécurité de la population. En cas de crise, le préfet dirige les opérations de secours.

Les services de l'État garantissent également l'exercice et la protection des libertés.



## Protéger la population des risques naturels, technologiques et terroristes



### 5 sites touristiques labellisés « Sécuri-site »

attestent de la sécurité renforcée de ces lieux : Domaine de Chambord, Château royal de Blois, Domaine de Chaumont-sur-Loire, Zooparc de Beauval, Center Parc.



### 1 exercice nucléaire

d'ampleur organisé à la centrale de Saint-Laurent-des-Eaux pendant deux jours, avec l'État, les maires et des experts (ASN, MARN).



Révision du **Plan de Prévention des risques d'inondation** de la Loire à Blois, Chailles, Saint-Gervais et Vineuil.



### Renforcement de la protection des sites sensibles

(gares, centres villes, lieux touristiques) par la présence de militaires de l'unité Sentinelle.



## Lutter contre la délinquance

### et prévenir les conduites à risque



#### Nette baisse de la délinquance par rapport à 2017.

- 13 % de faits en zone police. Il s'agit de la plus forte baisse en zone ouest. La tendance est aussi à la baisse en zone gendarmerie, avec une diminution de la délinquance générale de -1,9 % par rapport à 2017.



#### 5 vies épargnées et 51 accidents évités

sur les routes de Loir-et-Cher par rapport à 2017\*. 30 personnes ont perdu la vie et 284 ont été blessées dans 230 accidents. Le département s'inscrit ainsi dans la tendance nationale.



**179 500 €** pour **lutter contre la délinquance** via le Fonds interministériel de prévention de la délinquance (FIPD). La Protection Judiciaire de la Jeunesse finance de nombreuses actions en faveur de la sortie des jeunes de la délinquance, notamment : UFOLEP 41, A LIRE, Planning familial.



#### Poursuite du déploiement de la sécurité du quotidien :

3 cellules de prévention et de contact créées par la gendarmerie, poursuite des structures légères d'intervention et de contrôle de la police, etc.



#### 1 expérimentation

pour instaurer la **procédure pénale numérique** par la police, la gendarmerie et le ministère de la Justice en Loir-et-Cher. Les procédures sont simplifiées pour un gain de temps et d'efficacité au service des justiciables et des professionnels.

\* Données provisoires non consolidées par l'ONISR

### Et aussi...

Création d'une Brigade Anti-Criminalité (BAC) de jour à Blois, composée de 6 policiers. ■ 6 journées pour rapprocher les collégiens des quartiers prioritaires et les forces de sécurité intérieure, autour des enjeux sécuritaires, écologiques et mémoriels. ■ 45 partenaires mobilisés aux côtés de l'État pour lutter contre les violences faites aux femmes, les inégalités salariales, les stéréotypes, etc. ■ 1 exercice de simulation d'un attentat réalisé dans un établissement scolaire en janvier 2018. ■ Approbation des 6 plans de prévention des risques technologiques que compte le Loir-et-Cher, couvrant ainsi l'ensemble des entreprises classées SEVESO du département. ■ Une aide financière accordée à 492 anciens combattants ou leurs veuves, aux orphelins de guerre ou aux pupilles de la nation. ■ 22 actions de lutte contre les drogues et les conduites addictives financées par l'État à près de 32 000 €.

## Garantir les droits fondamentaux et protéger les citoyens



**800 femmes concernées** par 4 actions de promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes le 8 mars 2018.



**4,5 millions d'euros** financés par l'État pour l'AHl (accueil, hébergement, insertion).



**64 personnes mises à l'abri** grâce aux maraudes de détection organisées pendant l'hiver.



2 expositions, une visite des sablonnières en forêt de Blois et une présentation du film « Là où poussent les coquelicots » pour commémorer le **centenaire de la Première Guerre Mondiale**.

**220 contrôles** réalisés pendant l'été pour protéger les consommateurs dans le cadre de « l'opération interministérielle vacances » : lutte contre les fraudes, sécurité alimentaire, qualité de l'accueil des enfants, etc. Ces contrôles sont réalisés toute l'année et intensifiés pendant les vacances.



Signature d'une **charte d'engagement** le 27 juillet 2018 avec les représentants de la profession agricole pour **lutter contre la fraude** au détachement et proposer des solutions alternatives. Suite à cette mobilisation, un groupement d'employeur départemental a été créé fin 2018 pour **recruter des salariés saisonniers** et les mettre à la disposition des exploitants agricoles.



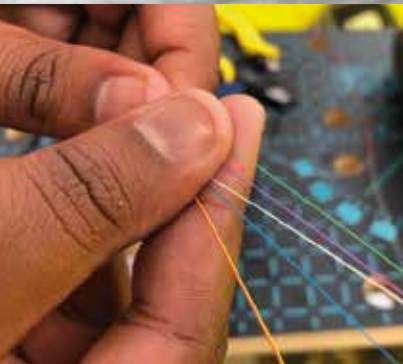
### Et aussi...

Signature avec les partenaires de l'État d'un nouveau Document Général d'Orientations (DGO) de sécurité routière 2018-2022. Plusieurs axes structurent la lutte contre l'insécurité sur les routes, notamment en Loir-et-Cher les deux-roues motorisés, la vitesse et les distracteurs. ■ 56 actions de sensibilisation à la sécurité routière soutenues par l'État et réalisées par les différents partenaires mobilisés. ■ 3 nouveaux protocoles de participation citoyenne permettant aux communes de détecter les comportements dangereux et d'engager plus rapidement une réponse par les forces de l'ordre. En tout, le Loir-et-Cher compte 29 protocoles de participation citoyenne. ■ Encadrement et accompagnement du mouvement des gilets jaunes : activation du centre opérationnel départemental (COD) 6 samedis entre le 17 novembre et le 31 décembre 2018 pour coordonner les opérations de sécurité, mobilisation sans précédent des effectifs de police et de gendarmerie pour assurer la sécurité des manifestants et de la population, suivi des professionnels impactés financièrement par le mouvement. ■ Dans le cadre de la police de sécurité du quotidien, mise en place par la gendarmerie de 3 cellules de prévention et de contact à Romorantin, Vendôme et Blois, pour une action renforcée, au plus près des citoyens. ■ Poursuite de la politique d'insertion sociale et professionnelle des personnes reconnues réfugiées.

# Un État en soutien des territoires



L'État œuvre au quotidien pour proposer à la population des services publics de qualité, proches et faciles d'accès. Il encourage également le dynamisme et travaille à l'émergence de projets structurants pour le territoire départemental, en zone urbaine comme rurale. Il apporte notamment son soutien financier aux porteurs de projets tels que les collectivités locales et les associations de Loir-et-Cher.



## Rapprocher les services publics de la population



Soutien aux **14 maisons de services au public** (MSAP) accueillent, informent et orientent les loir-et-chériens dans leurs démarches de la vie quotidienne. Des représentants des principales institutions y tiennent des permanences : CAF, CPAM, Pôle emploi, DDFIP (direction départementale des finances publiques), La Poste, gendarmerie, etc.



Soutien aux **14 maisons de santé pluridisciplinaires** implantées en Loir-et-Cher pour lutter contre la désertification médicale.



**1 convention** entre l'Éducation nationale et les associations de maires pour adapter les **écoles** situées en **zone rurale** aux évolutions du nombre d'élèves.



**287 volontaires du service civique** accueillis dans 96 organismes en 2018.

## Encourager le dynamisme des territoires



**3 contrats de ruralité** pour coordonner les moyens et les projets en matière d'accessibilité aux services et aux soins, de développement de l'attractivité, de mobilité, etc.

1,98 millions d'euros versés aux deux villes de Loir-et-Cher, Blois et Romorantin, pour le programme « Action Cœur de ville ». Les communes bénéficient d'un accompagnement de l'État pour rendre leur centre plus attractif et favoriser l'émergence de projets.



**Soutien aux quartiers prioritaires :**  
**1,4 millions d'euros** en 2018 en faveur des actions de proximité.  
**5,7 millions d'euros** (équivalents subventions) sur 5 ans en faveur de la rénovation urbaine.



**2 631 exploitations** ont bénéficié des aides de la **Politique agricole commune** (PAC) pour un montant de 58 millions d'euros.



**74 associations** soutenues financièrement par l'État dans leurs actions en faveur de l'intérêt général, au titre du fonds de développement de la vie associative (FDVA) pour un montant de 174 000 euros.

### Et aussi...

156 000 € consacrés au financement d'activités ou d'équipements sportifs. ■ 4 contrats signés entre l'État et les collectivités territoriales pour une plus grande maîtrise des dépenses locales. ■ 25 demandes d'aides à l'installation déposées par des agriculteurs. ■ Instruction de deux projets éoliens et d'un projet de méthaniseur. ■ Un projet de loi santé pour renforcer l'accès aux soins, avec deux objectifs majeurs : la création d'un collectif de soins au service des patients avec notamment le recrutement de 29 médecins généralistes ; la libération de temps médical grâce au déploiement d'assistants médicaux et le développement de la télémédecine. ■ 1 965 000 euros dédiés au renforcement du parcours de santé mentale des jeunes. ■ Redynamisation des commerces de proximité entre les communautés de communes Beauce Val de Loire et Grand Chambord.



## Soutenir les collectivités locales dans leurs projets

Plus de **12 millions d'euros** versés par l'État pour soutenir 258 projets d'investissement des **collectivités locales** de Loir-et-Cher, au titre de la **dotations d'équipement des territoires ruraux** (DETR) et de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), en hausse de 3,3% par rapport à 2017.

Près de **136 millions d'euros** versés par l'État aux collectivités locales au titre de la **Dotations Globales de Fonctionnement** (DGF), en hausse de 243 323 € par rapport à 2017. Il s'agit de leur principale ressource financière.

Plus de **27 millions d'euros** de TVA remboursés par l'État aux collectivités locales sur certaines opérations via le **Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée** (FCTVA).



**39,36 millions d'euros** financés par l'État pour soutenir le syndicat mixte ouvert Val de Loire numérique et déployer l'internet très haut débit en Loir-et-Cher et en Indre-et-Loire, grâce à des réseaux numériques d'initiative publique.



Lancement en septembre 2018 des travaux de **couverture des zones blanches** de téléphonie mobile. Le Loir-et-Cher sera complètement couvert en 2020.

### Et aussi...

Révision en cours du schéma d'accueil des gens du voyage. ■ 2 territoires d'industrie en cours de constitution dans le romorantinais et le vendômois, pour redynamiser les bassins d'emploi. ■ Expérimentation en cours d'un contrat de transition écologique dans le vendômois. ■ 190 tonnes de dossiers éliminés par les Archives départementales dans les services, et 59 services, communes et EPCI visités. ■ 310 réhabilitations énergétiques de logements privés financées par l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) en 2018, soit 40 % de plus qu'en 2017. ■ 436 000 euros versés aux associations sportives et plus de 100 000 euros versés pour financer des équipements sportifs.

# Un État facilitateur et partenaire



L'État développe une posture proactive pour contribuer, avec ses nombreux partenaires, à faire émerger les projets structurants pour le territoire. Il fournit des appuis techniques et des conseils, et s'organise en équipes projets pour faciliter la mise en œuvre des dossiers.

## Appuyer techniquement les projets

### territoriaux structurants



Élaboration et mise en œuvre d'un **plan pour réguler le trafic** généré par le Zooparc de Beauval, les jours d'affluence, **accompagnement local et national** tout au long de l'année du projet de télécabines afin de veiller au respect des bonnes conditions de réalisation et de **sécurité**.



Modifications de **péri-mètres délimités aux abords** (PDA) de **Monuments historiques** concernant 8 communes des Collines du Perche. Ces périmètres délimitent un ensemble cohérent ou contribuent à la **conservation** ou à la mise en valeur des Monuments historiques. Ils ont vocation à clarifier et simplifier la gestion des abords.



Mobilisation de l'État en équipe projet pour **coordonner** au mieux les **procédures** et **optimiser les calendriers** de mise en œuvre du Carré Saint-Vincent à Blois, du projet Régence pour l'installation de Vuitton à Vendôme ou encore de Méthabraye à Savigny-sur-Braye



**700 conseils ou expertises** effectués auprès des collectivités locales de Loir-et-Cher, parmi lesquels environ **100 analyses financières**.

## Construire des synergies entre les besoins en emploi

### des recruteurs et des demandeurs



**20 905 retours à l'emploi en 2018** en Loir-et-Cher grâce à l'accompagnement par Pôle emploi et le Conseil Départemental, avec notamment Job 41, des candidats et des entreprises.



**Accompagnement personnalisé des demandeurs d'emploi** selon leurs besoins : 363 parcours emploi compétences (contrats aidés PEC) pour les publics les plus éloignés de l'emploi ; 458 jeunes ont bénéficié de la Garantie jeune avec 1/3 en emploi à l'issue ; 1 237 personnes ont travaillé dans une structure d'Insertion par l'activité économique (IAE).



Développement d'actions spécifiques dans les secteurs ou métiers en tension : « **À table pour l'emploi, partagez notre passion** » développe une meilleure information sur les métiers de l'hôtellerie restauration, une offre de formation repensée et un accompagnement des employeurs. L'action est copilotée par l'État et la Région Centre Val-de-Loire, en partenariat avec les professionnels du secteur et Pôle emploi.



Le **fonds mutualisé départemental de revitalisation**, qui a pour objet de préserver ou développer l'emploi sur les territoires impactés par des licenciements économiques, a mobilisé **225 600 euros** en 2018, permettant de maintenir ou créer **49 emplois**.

### Et aussi...

Plus de 200 recrutements par simulation, sans passer par le CV des candidats, pour des postes de télévendeurs, opérateurs en industrie alimentaire, etc. ■ Une réponse aux difficultés de recrutement des garages automobiles et des EPHAD grâce à des immersions, un accompagnement des candidats et des job dating. ■ Élaboration en cours d'un périmètre délimité des abords du domaine de Chambord, concernant une douzaine de communes.

# Rapport d'activité 2018 des services de l'État en Loir-et-Cher

Retrouvez-nous sur



[www.loir-et-cher.gouv.fr](http://www.loir-et-cher.gouv.fr)



Prefet41

